



MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET MÉTIERS

Cadre Continental Africain des Certifications (ACQF)



www.acqf.africa



FORUM DES INSTITUTIONS DES CADRES NATIONAUX DES CERTIFICATIONS

Rapport synthétique



18-20 juin 2024

Hôtel MEMLING – Salle Virunga

Kinshasa - République Démocratique du Congo

Date du rapport : 26 juin 2024

Auteur: Eduarda Castel-Branco, ecb@etf.europa.eu

Table des matières

1	INTRODUCTION	2
2	Recommandations du Forum	4
2.1	Proposition validée sur le Réseau Africain des Certifications	5
3	Thèmes du Forum	6
3.1	Sources et références techniques	6
3.2	Présentations et messages clé	6
4	Programme de l'atelier	19

1 INTRODUCTION

Le Ministère de la Formation Professionnelle (MFP) de la République Démocratique du Congo (RD Congo) a co-organisé avec le projet « Cadre Continental Africain de Certifications » (ACQF-II), la Commission de l'Union Africaine et les pays Africains, le premier « Forum continental des institutions des Cadres Nationaux de Certifications (CNC) ». Le projet ACQF est financé par l'Union Européenne (UE) et mis en œuvre par European Training Foundation (ETF), une agence de l'UE. Cet atelier a eu lieu à Kinshasa, du 18 au 20 juin, à l'Hôtel Memling, avec streaming online.

Le Forum a été officiellement ouvert par son Excellence, Ministre de la Formation Professionnelle de la RD Congo, qui a souhaité la bienvenue aux représentants des pays et régions présents et a remercié le projet ACQF-II d'avoir choisi la RD Congo pour ce 1^{er} Forum Africain des Cadres Nationaux de Certifications (CNC). La séance d'ouverture a compté avec l'allocution de la Délégation de l'Union Européenne (EU) en RD Congo, qui a contextualisé le projet ACQF-II dans le panorama de la coopération extérieure de l'UE et félicité la RD Congo de son accueil du 1^{er} Forum Africain des CNC. La présentation d'introduction aux objectifs du Forum, ses thèmes essentiels et participants a été réalisée par la coordinatrice du projet ACQF-II et est accessible sur le [website du Forum](#).



Le projet ACQF-II a été lancé en avril 2023 pour appuyer la mise en œuvre de l'ACQF en tant qu'instrument de politique continentale, contribuant à la transparence, comparabilité et reconnaissance des certifications, collaboration entre les CNC, promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et soutien aux États membres et les régions dans le développement des CNC et politiques connexes. Le projet ACQF-II développe et opérationnalise des outils innovateurs tels que la Plateforme des Certifications et Micro-certifications (niveaux national et continental), la campagne VAE, et des outils d'information sur le marché du travail. Le [site Web de l'ACQF](#) contient tous les produits et informations actualisées sur les activités du projet avec les partenaires. Ce Forum des CNC s'inscrit dans le cadre du programme d'ateliers de formation, de dialogue et de partage entre pairs organisés par le projet ACQF-II en 2024.

Ce Forum des CNC s'est fixé les objectifs ci-après :

- Appréhender et réfléchir sur les expériences Africaines du développement, réforme, mise en œuvre et les impacts des CNC et politiques connexes. 8 pays avec des CNC avancés ont synthétisé de l'information sur les réalisations, impacts et facteurs de succès ainsi que les
- Partager des informations actualisées sur les activités en cours et planifiées du projet ACQF-II, y compris des sessions de formation sur : a) référencement des CNC à l'ACQF ; b) la Plateforme numérique des Certifications et Micro-Certifications de l'ACQF.
- Dialoguer et co-construire les grandes orientations, portée et éléments de feuille de route pour le lancement et opérationnalisation du Réseau Africain des Certifications. Validée la proposition de base pour le développement (en juillet 2024) de la note conceptuelle du Réseau.

Participants du Forum :

- 23 pays et 4 régions :
 1. Afrique du Sud, Angola, Botswana, Cameroun, Cabo Verde, RD Congo, Eswatini, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Maurice, Mozambique, Sierra Leone, Sénégal, Zambie, Zimbabwe.
 2. Principales institutions nationales représentés :
 - Autorités des Certifications : d'Afrique du Sud, de Botswana, de Eswatini, du Kenya, de Maurice et de Zambie
 - Institut National de Certifications : de la République d'Angola
 - Unité de Coordination du Système National de Certifications : de la République de Cabo Verde
 - Commission Technique du Cadre National de Certifications : du Mozambique
 - Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ANAQ-Sup): du Sénégal
 - Commission Ghanéenne de l'Enseignement Supérieur (GTEC) – du Ghana
 - Conseil pour l'Enseignement Supérieur (CHE): du Lesotho
 - Instituto Nacional de Formação Técnica e Profissional (INAFOR) – de Guinée-Bissau
 - Ministère de l'Éducation : du Zimbabwe
 - National Council for Technical, Vocational and Other Academic Awards (NCTVA) – de Sierra Leone
 3. La Tunisie, South Soudan, Soudan et Uganda ont participé online (Zoom).
 4. Régions : CEEAC, SADC, UEMOA, CAE / EAC (online – Zoom)
 5. Continental organisations: All-Africa Students Union

6. Commission Européenne : Direction Générale Emploi Affaires Sociales et Inclusion (DG EMPL) – online Zoom
7. European Training Foundation: ACQF-II coordinator



Theme 2 ACQF: Policy overview, activities, tools

1st NQF Forum - Kinshasa

2 Recommandations du Forum

1. Soutenir et booster le développement et la mise en œuvre de Cadres Nationaux de Certifications (CNC) – inclusifs et a portée ample, à l'épreuve du temps, adaptables aux demandes de la transformation numérique et verte, soutenant l'employabilité, l'inclusion sociale et l'apprentissage tout au long de la vie, et appuyés par des données probantes.
2. Soutenir la connexion et la confiance mutuelle entre les cadres de certifications aux 3 niveaux (national-régional et continental): par le référencement, la plateforme ACQF des certifications, des innovations, la campagne de la VAE, et partage de bonnes pratiques. Appuyer l'établissement du Réseau Africain des Cadres de Certifications, pour assurer la pérennisation des acquis du projet ACQF-II.
3. Créer des synergies et des complémentarités entre l'ACQF et les conventions de reconnaissance d'Addis-Abeba et Globale – avec des objectifs communs et des actions pratiques.
4. Tirer parti du pouvoir d'innovation de la transformation verte et numérique des emplois et compétences. Politiques et pratiques conjointes pour développer les compétences vertes et numériques : nationales, sectorielles et spécifiques (éducation et formation, certifications, innovation, recherche académique et liens avec l'industrie). Assurer un rôle actif des CNC, Cadres régionaux de certifications et ACQF en tant que catalyseurs.
5. Un appel à l'action urgente : explorer, développer et mettre en œuvre des micro-certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité liées aux Cadres nationaux de certifications (CNC).
6. Mettre en œuvre des systèmes et des instruments de données : bases de données interopérables sur les certifications de tout niveau et sous-secteur ; mise en œuvre de la VAE ;

des données et analyse en temps réel sur la demande de compétences ; résultats des apprenants.

7. Partager les expériences et les bonnes pratiques, fédérer et mutualiser des outils, documentation technique, référentiels de certification et autres réalisations d'intérêt pour le succès et impact des CNC-CRC et ACQF.
8. Renforcer les capacités : des institutions, des ressources humaines et parties prenantes.

2.1 Proposition validée sur le Réseau Africain des Certifications

Objectif : durabilité de la mise en œuvre et du développement de l'ACQF

- **Portée:**
 - Tous les principaux domaines d'activité de l'ACQF : référencement, campagne VAE, profils communs de certifications, plateforme ACQF des certifications (QCP), formation et plaidoyer, suivi et évaluation et recherche.
 - Inclusivité, participation – tous les pays, institutions des communautés économiques régionales, autres organisations nationales, régionales et plus larges
 - Autres domaines pertinents pour le ACQF
- **Gouvernance:**
 - Groupe consultatif – président et co-présidents (des Autorités nationales de certifications)
 - Groupes techniques (clusters) – avec des présidents et des contributeurs (des experts)
 - Soutien politique et participation de la CUA à des moments clés – Mémoire de coopération
 - Suivi et évaluation : rapports réguliers, plans annuels.
- **Financement:**
 - Projet ACQF-II : expertise technique, plateforme ACQF des certifications (QCP), événements, formation, projets pilotes
 - Pays et régions : en nature, financière, technique
- **Nom du réseau :** options – African Qualifications Network ; Réseau des Agences des Cadres de Qualifications ; Network of NQFs Africa.

Sur les **Groupes Techniques (Clusters) du Réseau**, les propositions suivantes ont été discutées et validées:

Groupe 1 : Référencement à l'ACQF

- Piloter, soutenir le référencement à l'ACQF et les étapes de suivi connexes (Guide ACQF 3)
- Mesures de suivi : publication en ligne des rapports ; utilisation des niveaux ACQF sur les qualifications nouvellement délivrées et les registres de qualifications ; communication et diffusion.

Groupe 2 : Plateforme des qualifications et des micro-certifications (QCP) et numérisation

- Piloter, soutenir, contribuer à la mise en œuvre aux niveaux national et continental
- Site web et outils de l'ACQF

Groupe 3 : Élaboration et mise en œuvre des CNC, de la VAE, des systèmes d'accumulation et transfert des crédits, etc.

- Conseil techniques, partage d'informations, activités d'apprentissage par les pairs pour **des objectifs et des intérêts** communs
- Micro-certifications, compétences vertes, compétences numériques

Groupe 4 : Collaboration, communication et partage

- Avec les CRC africains, les organisations régionales, les conventions de reconnaissance de l'UNESCO, le Cadre Européen des Certifications (EQF), le réseau ENIC-NARIC, le Processus de Bologne, d'autres réseaux dans le monde.

- Actions de communication et de plaidoyer, événements, médias sociaux, website de l'ACQF
- Partage! Pouvons-nous partager largement les normes et les programmes de qualification au sein de l'AQN ? Qui veut commencer / contribuer ? Comment?

Groupe 5 : Financement et collecte de fonds



3 Thèmes du Forum

3.1 Sources et références techniques

- [ACQF Policy Document](#) (in English)
- [ACQF Document de Politique](#) (Français)
- [ACQF Documento político](#) (Português)
- [ACQF Training Modules](#) (in English)
- [ACQF Modules de formation](#) (Français)
- [Surveys RPL, Micro-credentials, NQF](#)
- [ACQF Skills Data Focus](#) - common occupational profiles
- [ACQF Qualifications and Credentials Platform \(QCP\)](#) – rapports et synthèses sur le développement en cours de la QCP

3.2 Présentations et messages clé

Thème 1 : Les CNC en opérationnalisation - réalisations, facteurs de succès, adaptation aux transformations de l'apprentissage et du marché de l'emploi, perspectives futures.

Les expériences ont été partagées par les représentants des autorités des cadres de certifications ci-après :

- Angola, Mme Edgarda Neto – INQ. [Présentation disponible sur le website ACQF.](#)
- Cabo Verde, M. Amílcar Mendes – UC-SNQ. [Présentation sur le website ACQF.](#)
- Kenya, Dr Alice Kande – KNQA. [Présentation sur le website ACQF.](#)
- Lesotho, Dr Molise Nhlapo – CHE. [Présentation sur le website ACQF.](#)

- Afrique du Sud, Mr Japie Nel – SAQA. [Présentation sur le website ACQF](#).
- Zambie, Mr Fidelis Cheelo – ZAQA. [Présentation sur le website ACQF](#).
- Les présentations sur le [CNC de Eswatini](#) et le [CNC du Mozambique](#) sont accessibles sur la page web du Forum.
- Les 8 expériences des CNCs montrent que des caractéristiques communes se sont établies entre des CNCs de différents pays et systèmes d'éducation et formation. Ces similitudes sont le résultat du langage et principes communs des CNC globalement et favorisent la comparabilité et transparence entre CNCs à travers le continent.

La différence constatée entre CNCs peut être caractérisée comme « différence non-substantielle », c'est-à-dire, elle ne limite pas la comparabilité et est résultat de la contextualisation aux réalités et besoins socio-politiques et du système d'éducation et formation. Ainsi, ces différences peuvent être désignées plutôt comme « diversité » des solutions adaptés aux différents contextes et histoire.

Caractéristiques communes et similitudes entre les CNCs présentés – en synthèse :

1. **Objectifs** : améliorer la transparence, clarté, comparabilité des certifications de tout type et niveau ; clarifier l'articulation, les parcours et passerelles entre sous-systèmes d'éducation-formation; renforcer la mobilité des apprenants et l'apprentissage tout au long de la vie, contribuant à l'employabilité et skills matching; promouvoir la parité d'estime de toutes les modalités d'apprentissage (formelle, non-formelle et informelle), et la validation des acquis de l'apprentissage contribuant à l'inclusion sociale et à l'emploi décent; faciliter la reconnaissance des certifications entre pays et institutions ; assurer la crédibilité et authenticité des titres et documents de toutes les certifications nationales; renforcer l'approximation entre les certifications délivrées et les tendances et besoins socio-économiques et du marché du travail ; promouvoir l'innovation et renouvellement des certifications pour répondre aux nouvelles demandes et à la transformation verte et numérique (nouvelles compétences, métiers en changement) ; promouvoir la coopération régionale et globale des cadres de certifications, et référencement avec les cadres régionaux et continental des certifications.
2. **Principes** : application de l'approche par résultats de l'apprentissage (compétences) ; obligation d'assurer la qualité des certifications de tout type et niveau liées au CNC ; application des règles et critères du CNC de façon comparable et objective ; participation des parties prenantes et partenaires socio-économiques et du monde de l'éducation et formation, technologie, innovation et recherche.
3. **Portée** : inclusive et ample, favorisant l'apprentissage tout au long de la vie et la mobilité et progression. Tous les CNC comprennent les certifications de tout type et niveau de tous les sous-systèmes : de l'enseignement primaire (de base) au supérieur. Tous les CNC facilitent et appuient la reconnaissance des savoirs et compétences de toutes les modalités d'apprentissage (formelle, non-formelle et informelle).
4. **Structure** : la plupart des CNC est structuré en 10 niveaux, et Cabo Verde a adopté une structure à 8 niveaux. Cette différence est non-substantielle, car elle ne limite pas la comparabilité et référencement entre CNC.
Certains CNC regroupent 3 sous-cadres (enseignement général, EFTP et enseignement supérieur), d'autres ont une structure entièrement intégrée. Dans tous les cas, les objectifs, les principes, les critères de qualité et les descripteurs de niveau du CNC s'appliquent de manière égale et comparable aux sous-cadres.
5. **Descripteurs de niveau définissent l'escalier de « learning complexity » du CNC** : les niveaux sont définis par des descripteurs qui expriment la logique verticale (profondeur) et la logique horizontale (largeur) du CNC. Les 8 pays qui ont présenté leurs CNC appliquent des domaines de

descripteurs assez similaires, en appliquant notamment les combinaisons suivantes: a) savoir, aptitudes et compétences ; b) savoir, aptitudes, autonomie et responsabilité ; c) domaines des savoirs, nature des aptitudes, contexte et agency ; d) Certains de ces CNC réalisent actuellement des réformes et mises à jour, dont la révision des descripteurs pour mieux les adapter aux besoins et mutations des compétences et de la comparabilité entre CNCs en Afrique et globalement – c’est le cas de l’Afrique du Sud et Zambie.

6. **Certifications dans les CNC et registres / catalogues des certifications online :**

- La majorité des CNC intègre les certifications complètes (full qualifications) ; certains CNC intègrent aussi les certifications partielles (couvrant une partie de l’ensemble de compétences ou des unités capitalisables du référentiel) et les « micro-credentials » (micro-certifications).
- Les certifications sont enregistrées dans le registre ou catalogue des certifications, lequel est accessible pour tous les utilisateurs dans les sites des autorités et conseils / commissions nationales de certifications. Tel est le cas de l’Afrique du Sud ([SAQA Register](#) – All qualifications and Unit Standards), du Botswana ([BQA Qualifications Register](#)), Cabo Verde ([Catálogo Nacional das Qualificações](#)), Maurice ([MQA - National Qualifications and Unit Standards](#)). Mozambique ([Catálogo Nacional das Qualificações Profissionais – ANEP](#)).

7. **Gouvernance des CNC :** La structure de gouvernance des 8 pays peut se catégoriser en 4 modèles :

1. **Modèle 1 : Autorité Nationale des Certifications :** responsable pour la mise en œuvre, intégrité et qualité du CNC et de ses instruments (tels que le registre / catalogue des certifications) ; la promotion et gestion des politiques connexes (telles que la validation des acquis de l’apprentissage et le système d’accumulation et transfert de crédits, les innovations telles que les micro-certifications) ; le suivi et évaluation et actualisation du CNC ; la coordination et collaboration avec les ministères et structures publiques concernés, les parties prenantes et partenaires sociaux, et les CNC et Cadres régionaux et continental des certifications. Ces autorités sont des institutions enregistrées avec personnalité morale, et dotées d’ autonomie de gestion technique et financière, et redevables pour réalisations, efficacité et impact devant le(s) ministère(s) concernés. C’est le cas des CNC de l’Afrique du Sud (SAQA), Botswana (BQA), Eswatini (EQA), Kenya (KNQA), Zambie (ZAQA). L’Angola a aussi adopté ce modèle, mais la structure s’appelle « Institut National des Certifications » (INQ). D’autres pays Africains ayant également une Autorité des Certifications : Maurice (MQA), Namibie (NQA), Seychelles (SQA).
2. **Modèle 2 : Unité de Coordination du Système National de Certifications.** Rôle et fonctions similaires à celles du modèle 1, définis par décret portant création du NQF et sa gouvernance. C’est le cas de l’UC-SNQ du Cabo Verde, qui est redevable pour réalisations et efficacité devant le Ministère de tutelle. L’UC-SNQ a sa structure de mise de gestion et de coordination qui intègre des parties prenantes socio-économiques et autres ministères concernés.
3. **Modèle 3 : Département du CNC au sein d’une institution déjà existante (Council on Higher Education).** Rôle et fonctions similaires à celles du modèle 1. C’est l’exemple du Lesotho.
4. **Modèle 4 : Commission Technique du CNC** – rassemble tous les ministères et parties prenantes clé pour la planification et mise en œuvre des activités du CNC. Les fonctions, tâches et coordination de la Commission Technique est définie par le décret approuvant le CNC et ses composantes et structure de gouvernance. La Commission Technique est coordonnée par le Conseil National d’Évaluation et Qualité de l’Enseignement Supérieur (CNAQ) et redevable pour réalisations et efficacité devant un ministère transversal

responsable pour la réforme de l'administration publique. Le Mozambique a adopté ce modèle, en attendant le développement graduel d'une option de long terme pour la gouvernance du CNC.

8. Réalisations des CNC : les 8 pays ont rapporté un large éventail de réalisations, dont l'ampleur dépend de l'histoire d'implantation et mise en œuvre des CNC, qui diffère substantiellement entre des pays comme l'Afrique du Sud (dont le CNC a 29 ans d'histoire) et Angola et Mozambique (dont les CNC sont les plus jeunes - établis par décrets publiés en 2022). Principales réalisations mentionnés par les 8 pays :

- Harmonisation, systématisation et structuration clarifiés du panorama des programmes de formation et certifications respectives.
- Transparence des certifications par le biais des bases de données, registres et plateformes de partage d'information actualisée et crédible sur les certifications de tout niveau et domaine d'études.
- Amélioration de l'articulation entre programmes de formation et certifications et la flexibilité des parcours et passerelles entre niveaux, domaines d'études et sous-secteurs.
- Implantation de l'approche par compétences / acquis de l'apprentissage pour le développement et enregistrement des certifications et leur référencement aux niveaux du CNC.
- Implantation de la validation des acquis des apprentissages dans toutes les modalités et contextes (formel, non-formel et informel) et parité d'estime et de droits des certifications issues de la VAE – favorisant la croissance de la proportion de la population dotée de certifications reconnues, et la transition vers l'économie structurée et formelle.
- Assurance qualité harmonisée pour toutes les certifications du CNC.
- Facilitation de la reconnaissance des certifications entre pays.
- Meilleur dialogue et concertation entre les acteurs des sous-systèmes de l'éducation et formation - pour faciliter la comparabilité, mobilité, articulation, et apprentissage tout au long de la vie.
- Structures de gouvernance du CNC opérationnelles et dotées de fonctions bien définies et de compétences spécifiques et capacités techniques pour les activités du CNC.
- Suivi et évaluation, données probantes, révision et actualisation des CNC : bases de données, études d'évaluation, initiatives participatives de révision des CNC.
- Documentation et instruments liés au CNC : websites des CNC, actes juridiques, documents conceptuels, guides et manuels techniques d'appui aux utilisateurs, documents et guides des politiques connexes (VAE, système de crédits), référentiels métiers et de qualification, bases de données / registres et catalogues des certifications, autres bases de données spécifiques telles que concernant l'octroi des certifications aux apprenants et les institutions professionnelles en vigueur.
- Mutualisation de la connaissance sur les CNC, partage de pratiques et expériences réussies, appui aux développement des CNC des pays voisins en Afrique – favorisant la confiance mutuelle, la comparabilité et reconnaissance entre pays.

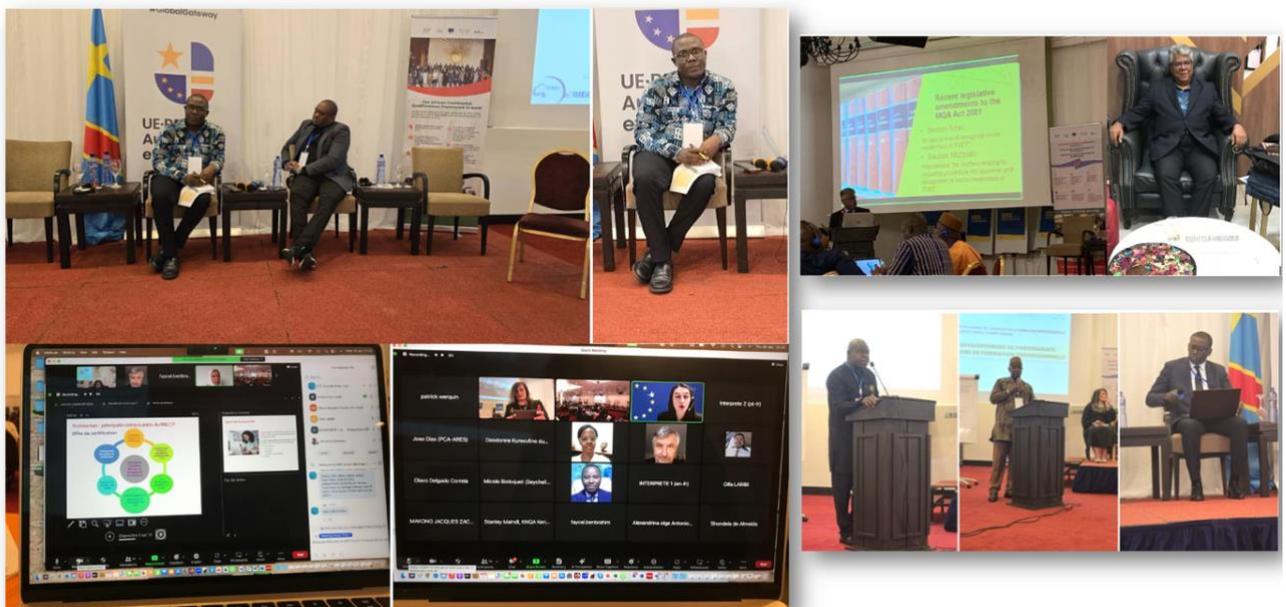
9. Facteurs de succès des CNC : les 8 pays ont identifié leurs facteurs de succès, notamment :

- Mise en œuvre du CNC à travers tout le système d'éducation et formation – tous niveaux et domaines d'études.
- Alignement des certifications (existantes et nouvelles) aux niveaux, principes et critères qualité du CNC.

- Mise en œuvre graduelle, pilotes de réalisation de nouvelles politiques et instruments – favorisant le démarrage effectif rapide ainsi que la collecte d’information sur les points forts et les faiblesses / défis des nouvelles initiatives et méthodes.
- Pertinence et clarté de la législation et réglementation
- Structures de gouvernance CNC opérationnelles et dotées de ressources et compétences spécifiques
- Dialogue et concertation avec les structures gouvernementales concernées et les parties prenantes.
- Suivi et évaluation, appui sur des analyses et données sur les besoins en compétences, qualité des formations, insertion dans le marché de l’emploi des personnes qualifiées, et autres.
- Coopération et apprentissage mutuel international – basés sur le réseautage et partage d’expériences et solutions réussies d’autres CNC et Autorités de certifications.
- Leçons des exercices de benchmarking et de comparaison avec d’autres CNC et les cadres régionaux de certifications.

ACQF

1st ACQF NQF Forum - Kinshasa, 18-20 June 2024



Theme 2 ACQF: Policy overview, activities, tools

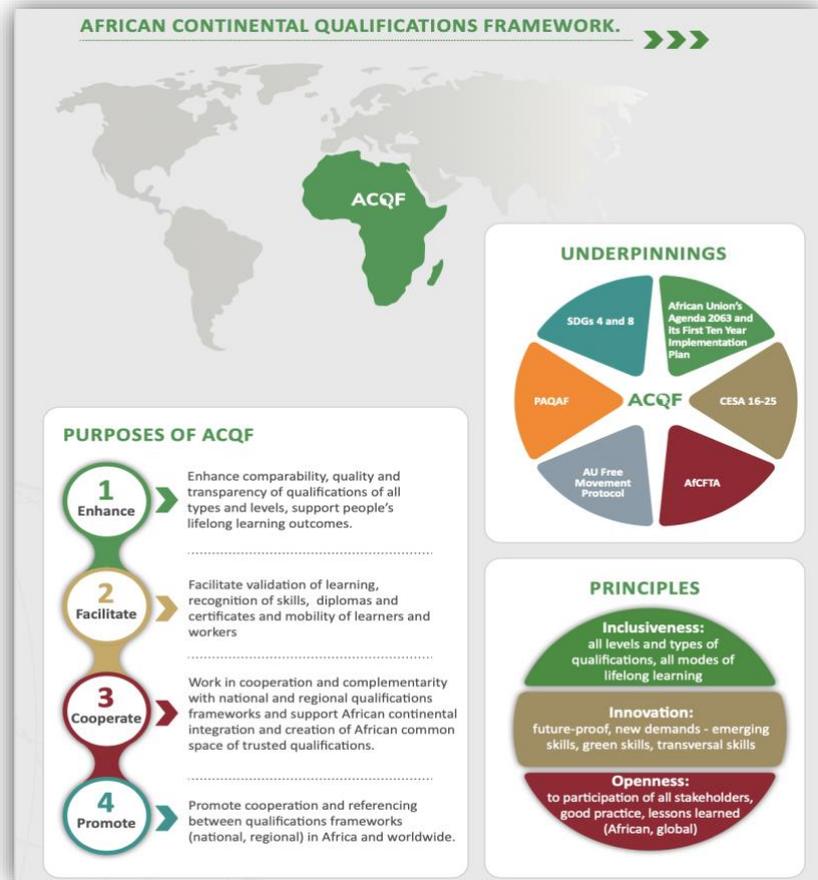
1st NQF Forum - Kinshasa

Thème 2 : Aperçu sur ACQF et les activités et outils du projet ACQF-II

Présentation de référence sur le thème 2 - accessible depuis le [website du Forum](#).

- Présentation par la coordinatrice du projet ACQF-II, portant sur le contenu du Document de Politique de l’ACQF, les objectifs, principes, portée et structure de niveaux et principales activités de l’ACQF en tant qu’instrument de politique pour la comparabilité et transparence des certifications, référencement et collaboration entre cadres de certifications et appui à la reconnaissance des certifications et mobilité.
- Les priorités et activités principales du projet ACQF-II ont mis en exergue la coopération avec les différents pays sur les thèmes des cadres de certifications, VAE et systèmes de crédit, ainsi que sur les micro-certifications et digitalisation.

- Les outils disponibles sur le site ACQF, comprennent, parmi autres : 10 Guides thématiques avec leurs 10 Modules de formation ; outil d'information sur les CNC ; outil d'appui au suivi et évaluation (S&E), indicateurs et cadre de résultats ; outil sur les profils communs des métiers et certifications ; ressources sur la VAE et les micro-certifications, y compris les résultats des enquêtes et recherche.



Thème 3 : Apprentissage tout au long de la vie – le développement et application de : a) la VAE, b) des systèmes d'accumulation et transfert des crédits (SATC) et c) des micro-certifications.

Des expériences de trois pays ont été partagées par les représentants des Autorités nationales des CNC:

- **VAE:**
 - [Kenya : disponible sur le website du Forum.](#)
 - [Mauritius : disponible sur le website du Forum](#)
 - [Mozambique : disponible sur le website du Forum](#)
- **SATC:**
 - [Kenya: disponible sur le website du Forum](#)
 - [Zambie: disponible sur le website du Forum](#)
- **Micro-certifications:**
 - [Mauritius: disponible sur le website du Forum](#)

Les développements des politiques et guides méthodologiques et d'application de la VAE et SATC sont bien documentés dans les présentations des trois pays et partagent un nombre important de caractéristiques communes. Notamment : les définitions et portée de la VAE et SATC, les liens systémiques avec les CNC, l'application de l'approche par compétences et la contribution aux objectifs des CNC en matière de mobilité et apprentissage tout au long de la vie.

Les processus d'application de la VAE, basés en phases logiquement interconnectées, allant de l'orientation et information, l'identification, documentation, évaluation, certification sont assez similaires dans les trois cas présentés.

La présentation de Maurice (MQA) sur le développement des micro-certifications a été très appréciée par tous les pays et régions présentes. La démarche et base conceptuelle présentées se basent sur les expériences et recommandations des organisations internationales telles que la Commission Européenne, OECD et UNESCO, ce qui rend le nouveau « Cadre des micro-certifications » de Maurice comparable, bien fondé et compréhensible dans tous les contextes d'application des micro-certifications. Définitions de référence sur les micro-certifications :

- **Commission européenne**

« Microcertification » : l'enregistrement des résultats d'apprentissage qu'un apprenant a acquis à la suite d'un petit volume d'apprentissage. Ces résultats d'apprentissage ont été évalués par rapport à des normes transparentes et clairement définies. (Commission européenne, 2021)

- **OCDE**

Les microcertifications sont une activité d'apprentissage organisée avec un titre de compétence associé ; Le titre reconnaît une habileté ou une compétence qui a été acquise dans le cadre d'un processus d'apprentissage organisé et validée par une évaluation. (OCDE, 2021)

- **UNESCO**

Une microcertification est :

- un dossier de réussite d'apprentissage ciblée, vérifiant ce que l'apprenant sait, comprend ou peut faire.
- comprend une évaluation basée sur des normes clairement définies et attribuée par un fournisseur de confiance.
- a une valeur autonome et peut également contribuer à d'autres microcertifications ou macrocertifications, notamment par la reconnaissance des acquis ou les compléter.
- répond aux normes requises par l'assurance qualité pertinente (UNESCO 2022).

L'expérience de Maurice est maintenant consolidée sous forme d'un Cadre de micro-certifications à 5 volets (Guidelines) listés ci-dessous. La phase de mise en œuvre est en planification et sera appuyée

par les principales institutions responsables pour la mise en œuvre du CNC (MQA), l'assurance qualité et coordination de l'enseignement supérieur et les institutions de formation et certification concernées.

1. Guideline 1: Objectives for MC framework, coverage, principles, players
2. Guideline 2: Definition of MC – information requirements for increased transparency
3. Guideline 3 : Credit award and stackability
4. Guideline 4: Inclusion and levelling of MC against NQF, quality assurance
5. Guideline 5: National register, credit bank and open badge options

La Secrétaire Principale (PS) responsable de la formation professionnelle du Kenya a apprécié toutes les expériences partagées, et mis en exergue les nouveaux développements rapportés par Maurice concernant les micro-certifications. La PS a souligné l'importance et urgence de développer une démarche et politique complète pour le déploiement des micro-certifications afin de renforcer l'apprentissage tout au long de la vie et employabilité au Kenya. Ce plaidoyer concernant les micro-certifications a été validé parmi les 8 recommandations émanées du Forum.

Thème 4 : Gouvernance de l'ACQF - Réseau africain des qualifications. Objectifs, organisation, membres, feuille de route. Propositions, débat, consensus.

Présentation de référence : accessible sur la [page web du Forum](#).

Les principales conclusions sont présentées au chapitre 2.1 de ce rapport.

La documentation concernant les thèmes 5 à 9 est disponible sur le website du Forum, sous forme de présentations. Des éléments essentiels de ces thèmes sont présentés ci-dessous :

Thème 5 : Comparaison et coopération entre ACQF et les autres cadres régionaux de certifications et réseaux

Les présentations de référence sur ce thème sont disponibles sur le website du Forum:

- [Présentation de l'ACQF](#)
- [Présentation du CCMFPM-UEMOA](#)
- [Présentation du Secrétariat de SADC](#)
- [Présentation de EAC – IUCEA](#)
- Le représentant de la CEEAC, M. Maxime Ake, a fait son allocution sans recours à une PPT.

Aspects saillants communs de la séance:

- Les cadres de certifications mis en oeuvre au niveau national (CNC) jouent un rôle primordial pour l'intégration, mobilité et comparabilité régionale et continentale, d'où l'importance de la coopération bien structurée entre les trois niveaux (national, régional et continental).
- Les niveaux régional et continental doivent s'entraider et agir en tant que catalyseurs pour le développement des CNC através le continent.
- Les synergies et comparabilité entre cadres de certifications peuvent s'appuyer sur l'ACQF en tant que cadre continental, notamment: référence au Document de Politique ACQF et ses composantes techniques telles que les 10 Guides et 10 Modules de Formation, et le website. Parmi ces éléments structurants de l'ACQF qui peuvent être utilisés par d'autres cadres (nationaux et régionaux): le cadre d'objectifs et principes de l'ACQF; les descripteurs de niveau de l'ACQF; la démarche et critères de référencement de l'ACQF; les outils de transparence et numérisation, tels que la Plateforme des Certifications (QCP).

Cadres régionaux de certifications

- Les expériences des deux cadres régionaux de certifications, SADCQF et Cadre de la Communauté des États de l'Afrique de Leste témoignent de leur engagement dans la conceptualisation et mise en œuvre des objectifs stratégiques de ces cadres, notamment : l'harmonisation, la qualité et la reconnaissance des certifications, pour une meilleure mobilité des apprenants et travailleurs et intégration des migrants et réfugiées qui continuent à affluer dans les pays des 2 régions. Les deux cadres régionaux sont confrontés à des problèmes liés aux ressources nécessaires pour mener à bien les activités clés. Le travail en coopération avec l'ACQF peut contribuer à atténuer en partie ces difficultés.
- Le CRC de la SADC (SADCQF) coopère avec 16 Pays Membres, dont 11 ont des CNC en opérationnalisation, bien qu'avec des histoires diverses de mise en oeuvre. En 2024 le SADCQF a été comparé au Cadre Européen des Certifications. Sa feuille de route prévoit la coopération accrue avec l'ACQF et EQF, et le référencement en synergie SADCQF-ACQF.
- Le Cadre régional des certifications de la Communauté d'Afrique de Leste a continué à se développer depuis son adoption, et s'articule en complémentarité avec les outils d'harmonisation régionale d'assurance qualité, de VAE, de développement des certifications professionnelles et de reconnaissance des certifications. Un renforcement de la coopération avec ACQF a été évoqué, et la possibilité de référencement entre les deux cadres mentionnée.
- La CEEAC est également engagée dans le grand objectif de la croissance de l'emploi productif appuyé par les compétences et certifications pertinentes et de qualité. Le démarrage de la coopération avec ACQF pour le développement d'un cadre régional et des cadres nationaux a été évoquée et discutée.

La **mutualisation** est une des dimensions saillantes de la séance, illustrée par l'exemple du CCMEFP-UEMOA présenté par son Secrétaire Général. Les principales conclusions en synthèse de cette expérience:

- Le renforcement de la mutualisation des bonnes pratiques et des solutions adaptées aux contextes des pays et régions africaines est un impératif d'importance capitale. La mutualisation a démontré ses avantages et réalisations par la Plateforme numérique du CCMEFP-UEMOA, laquelle contient déjà 5975 ressources de la formation professionnelle recensés sur 9 pays. La Plateformes est accessible ici: www.mutualisation.ccmefp-uemoa.org
- Mutualisation - **formidable outil d'intégration sous-régional et inter-régional dont l'objectif est de renforcer les dispositifs nationaux de formation professionnelle** en soutien au développement économique et sociales des états membres.
- Au regard de ses objectifs nobles, **nécessité d'une vulgarisation de la plateforme** et du **soutien de tous les acteurs de la formation professionnelle** (pouvoirs publics, secteur privé, PTF) pour le financement des activités des Entités Nationales de Mutualisation (ENM)
- L'**ambition** au niveau du CCMEFP-UEMOA:
 - **Élever l'emploi et la formation professionnelle au rang des priorités** des Etats et **assurer un meilleur financement des initiatives** entreprises ;
 - Faire du CCMEFP-UEMOA, un **outil efficace d'intégration, de développement et de culture de la paix, à travers la formation, l'insertion professionnelle et le SIMT**
- **Les partenariats stratégiques, notamment avec l'ACQF, sont une condition sine qua non du renforcement de nos dispositifs de formation et d'insertion professionnelle.**

- **Le CCMFPM a commencé la mise en œuvre du Programme Régional Formation Professionnelle (PROFOR) :** 24 métiers Prioritaires identifiés et un document cadre harmonisé d'élaboration et d'adaptation des curricula de formation adopté en 2023.

Le thème 6 s'est centré sur la Plateforme ACQF des Certifications (QCP)

Le thème 6 a introduit pour la première fois dans les workshops multi-pays de l'ACQF-II les sessions de formation sur la Plateforme des Certifications et Micro-Certifications de l'ACQF (QCP), actuellement dans la phase initiale de développement technique.

La présentation réalisée par l'équipe technique chargée du développement de la Plateforme QCP est claire et très complète et peut être consultée sur le [website du Forum](#). Les prochaines sessions de formation continueront d'être alignées sur les ateliers du CNC de l'ACQF. Une plateforme de formation en ligne sera préparée et lancée pour toutes les parties prenantes de l'ACQF et les pays intéressés.

Thème 7 : Transparence et digitalisation des CNC et certifications

Ce thème a été exploité sous forme de présentations de 4 pays (Afrique du Sud, Botswana, Kenya et Tunisie) et de la présentation sur European Digital Credentials for Learning (EDCL) faite par l'expert de la Commission Européenne (DG EMPL).

Ces présentations ont mis en exergue la valeur ajoutée de la numérisation des processus CNC, des bases de données de certifications et autres outils et les principaux concepts, Modèles de données et standards internationaux pertinents tels que Open Data, interopérabilité et échanges de données.

Les présentations sont disponibles comme suit :

- [Botswana](#)
- [Kenya](#)
- [Afrique du Sud](#)
- [Tunisie](#)

Thème 8 : compétences vertes et numériques et le rôle des CNC

Le Thème 8 sur les compétences vertes et numériques a été exploitée comme un panel de 4 pays (Cameroun, Zimbabwe, Sierra Leone, et Sénégal) une organisation continentale (All Africa Students' Union).

La présentation de référence sur compétences vertes et numériques est disponible sur le [website du Forum](#).

Questions du panel

- a) Quelle est l'importance des *compétences vertes* (ou *des compétences pour l'économie verte*) et des *compétences numériques* dans le système d'éducation et de qualifications de votre pays ? Pouvez-vous partager des informations sur les principales initiatives et plans politiques ? Et quelques cas de bonnes pratiques chez les prestataires d'éducation et de formation ?
- b) Quelles données et informations utilisez-vous sur la demande et les besoins en compétences vertes dans différents métiers et secteurs économiques de votre pays ?
- c) Quels devraient être le rôle et les contributions des CNC vers une expansion systémique des qualifications et des compétences vertes dans les qualifications nationales ?
- d) Comment l'ACQF peut-ils soutenir le verdissement des CNC et la place des compétences numériques dans les qualifications ? Pourriez-vous partager vos idées et recommandations sur les principes communs des « CNC verts » en Afrique ?

Définition de compétences vertes et numériques :

A) Compétences vertes

Un domaine important de débat et d'action politique et qui est devenu une priorité dans la recherche (quantitative et qualitative) et la communication sociale. Plusieurs organisations internationales travaillent sur l'analyse et les taxonomies liées aux compétences vertes.

Le Cedefop définit les **compétences vertes** comme « **les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes nécessaires pour vivre, travailler et agir dans des économies et des sociétés qui cherchent à réduire l'impact de l'activité humaine sur l'environnement** ».

Les compétences pour l'économie verte consistent en :

- des compétences transversales, liées à la pensée et à l'action durables, pertinentes pour tous les secteurs économiques et toutes les professions ;
- les compétences spécifiques nécessaires pour adapter ou mettre en œuvre des normes, des processus et des services afin de protéger les écosystèmes et la biodiversité et de réduire la consommation d'énergie, de matériaux et d'eau ;
- compétences hautement spécialisées nécessaires pour développer et mettre en œuvre des technologies vertes telles que les énergies renouvelables, le traitement des eaux usées ou le recyclage ;

Les compétences pour l'économie verte sont également appelées compétences pour les emplois verts, compétences pour la transition verte ou compétences vertes.

B) Compétences numériques

Capacité à utiliser les technologies numériques avec confiance, esprit critique et responsabilité et à s'engager avec elles pour l'apprentissage, le travail et la participation à la société.

Les compétences numériques comprennent **l'éducation à l'information et aux données, la communication et la collaboration, l'éducation aux médias, la création de contenu numérique (y compris le codage), la sécurité (y compris le bien-être numérique et les compétences liées à la cybersécurité), les questions de propriété intellectuelle, la résolution de problèmes et la pensée critique.**

Panel

Les données globales indiquent que la croissance des emplois dans les métiers verts et verdissants dépassent largement la croissance des emplois dans les métiers non-verts. Pourtant les entreprises sont confrontées à une carence importante de compétences permettant aux travailleurs et employés de s'adapter au verdissement de l'entreprise et de ses services et produits. Selon les données de LinkedIn, la majorité des travailleurs reconnaît ne pas posséder des compétences transversales, spécifiques et hautement spécialisées pour les métiers verts et verdissants.

Tous les pays du panel ont indiqué que ces thèmes font partie des politiques et pratiques liées aux systèmes d'éducation et formation et certains ont démarré des processus de réforme et révision des curricula et programmes de formation depuis les niveaux plus bas du CNC, pour assurer que la jeunesse soit consciente et préparée aux enjeux et exigences du verdissement et de la numérisation des métiers, de la société et des parcours et modalités d'apprentissage tout au long de la vie.

Les 4 pays ont été unanimes sur le besoin de coordonner les a) politiques et documents conceptuels qui concernent les compétences vertes et numériques, avec les textes et outils de mise en œuvre, facilitant la divulgation auprès de toutes les parties prenantes aux niveaux national, provincial et institutionnel, les entreprises et les syndicats ; et assurant la formation et sensibilisation des différents acteurs du système d'éducation et formation, en particulier les formateurs et enseignants.

Les compétences numériques sont très diverses et en mutation rapide, en accord avec le développement accéléré des technologies, applications et instruments de gestion, analyse, et interopérabilité de tous les processus de la société des données dans laquelle nous vivons. Dans ce contexte, aux compétences

numériques de base et transversales, indispensables à la vie de toute la population, il est essentiel d'accorder une attention renouvelée aux compétences numériques indispensables au déploiement des bénéfices de data science, Big Data, Intelligence Artificielle (AI) et Generative AI. Un vrai mouvement de « AI literacy » devrait être discutée et appuyé par les systèmes d'éducation-formation, les CNCs et ACQF.

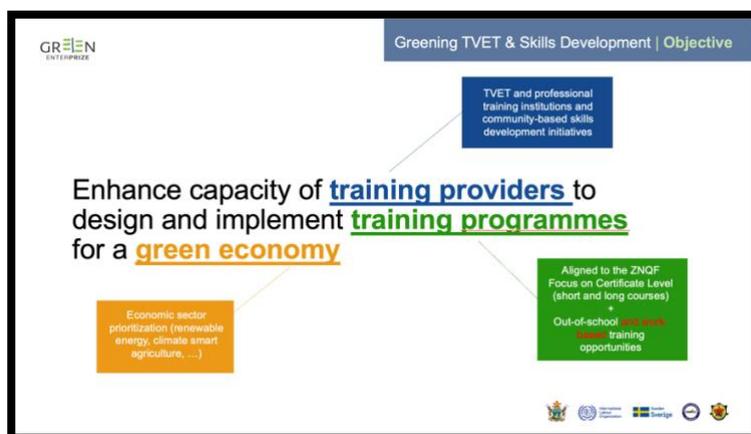
Les CNC sont importants pour établir des voies claires de progression verticale et de comparabilité horizontale des nouvelles qualifications d'éducation et de formation dans des domaines nouveaux. Ils renforcent également la cohérence entre la production éducative dans les domaines des compétences vertes et les besoins du marché du travail.

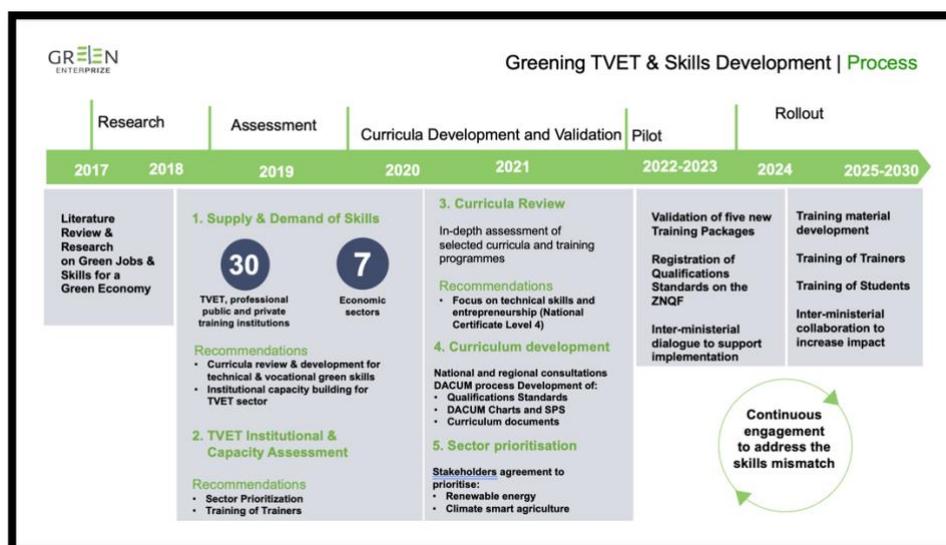
Les CNC sont essentiels pour garantir que les résultats d'apprentissage sont fixés au bon niveau de qualification, les établissements d'enseignement et les industriels développent des normes de qualification sur la base de descripteurs de niveau clairs qui permettent l'articulation et la portabilité des qualifications dans des domaines nouveaux prioritaires.

L'« écologisation » des cadres nationaux de certification (CNC) dans les États membres est un processus complexe et multidimensionnel qui implique l'intégration des principes et des pratiques de durabilité dans la conception, la délivrance et l'évaluation des certifications, dans le but ultime de doter les apprenants des connaissances, des compétences et des attitudes nécessaires pour contribuer à un avenir durable. Cela peut impliquer l'ajout de nouvelles qualifications, la révision des qualifications existantes ou l'élaboration de nouveaux parcours d'apprentissage.

- Cela peut impliquer un soutien technique sur la façon d'ajouter de nouvelles qualifications, de réviser les qualifications existantes ou de développer de nouveaux parcours d'apprentissage.
- L'ACQF devrait offrir un soutien technique sur l'élaboration de stratégies et de pratiques nationales pour écologiser les CNC
- Une fois que les CNC auront été verdis, le développement des capacités des administrateurs du CNC sera essentiel.

Principaux points saillants de la **soumission spécifique du Zimbabwe : Politiques gouvernementales impératives informant le développement des compétences vertes par le biais d'un programme d'éducation et de formation communautaires basé sur le patrimoine**. Grâce au projet « Green Enterprise », le pays a mis en pratique des concepts et des objectifs liés au développement économique vert alignés sur la stratégie nationale de développement (2021-2025). En 2019, le Zimbabwe a donné la priorité au développement des compétences vertes et s'est associé à l'OIT et à l'UNESCO pour élaborer des lignes directrices pour le développement des compétences vertes, guidées par le Cadre national des qualifications du Zimbabwe (ZNQF) afin de développer et de répondre aux capacités du Zimbabwe en matière de compétences humaines pour la réalisation de la Vision 2030 ancrée sur les principes de l'innovation.

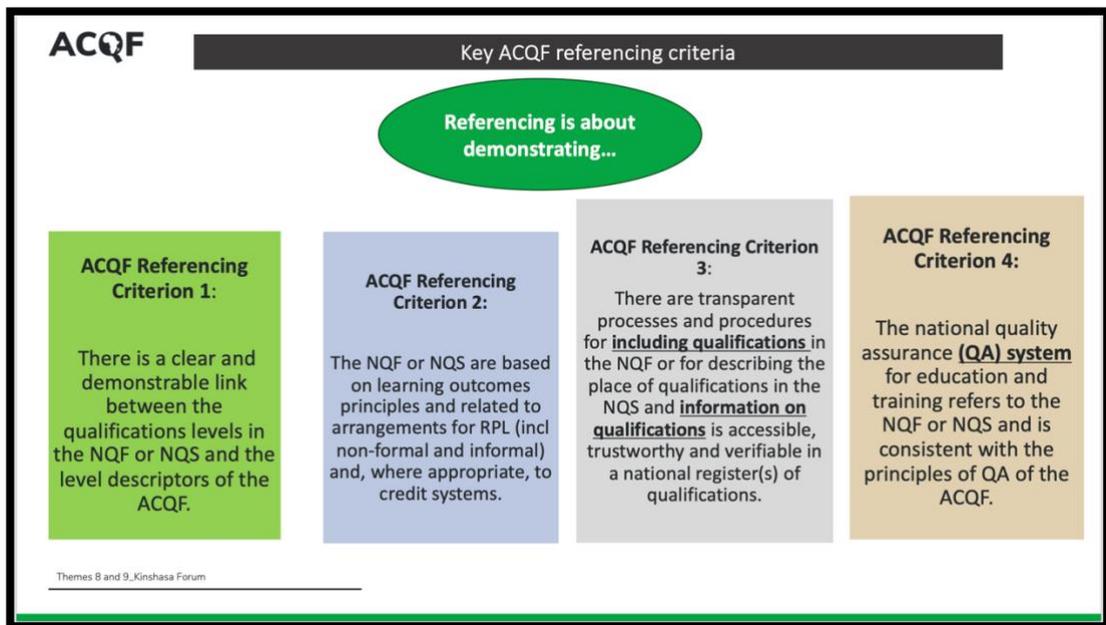




Le thème 9 concernant le référencement à l'ACQF a exploité :

La présentation sur le Référencement à l'ACQF est disponible sur le [website du Forum](#).

- Les sources conceptuelles et méthodologiques du thème « référencement » : [ACQF Guideline 3](#) et son [Module de Formation 3](#) ; supplémenté par [ACQF Handbook](#) et Outil d'auto-évaluation pour référencement.
- Les objectives et avantages du référencement pour les pays, régions et le continent
- L'organisation du référencement, assurant une démarche qualité et comparabilité, basée sur les 4 critères principaux de référencement supplémentés par le paquet de procédures communes.
- Les thèmes essentiels des rapports de référencement
- La feuille de route indicative pour tous les pays intéressés
- La proposition de référencement en synergie pour les pays des régions qui ont un cadre régional opérationnel (comme celui de la SADC). Ce référencement permet d'éviter la duplication et de compléter le processus de façon harmonisée et synchronisée – pour SADCQF et ACQF.
- Plusieurs pays ont exprimé leur intérêt d'intégrer le groupe pilote de référencement à l'ACQF, notamment : Afrique du Sud, Angola, Cabo Verde, Eswatini, Kenya, et Maurice.



4 Programme de l'atelier

Lieu: Hotel Memling, Salle Virunga

Date, heure	Thèmes	Présidents, intervenants
18 juin		
09.30-10.45	Ouverture. Bienvenue, discours officiels. Présentation des participants. Objectifs du Forum	Presidente: R.D Congo ACQF-II coordinatrice Délégation de l'Union Européenne Ministre de la Formation Professionnelle de la R.D.Congo
10.45-11.00	Coffee break	Espace de conférence Hôtel Memling
11.00-13.00 Theme 1	<ul style="list-style-type: none"> Cadres nationaux des certifications (CNC): dynamiques en Afrique <p>Les leçons et les expériences : principales réalisations, avantages et impacts. Facteurs et conditions de succès.</p> <p>Les nouveaux développements : adaptation, réformes, nouveaux outils et révision des CNC.</p> <p>Leçons tirées des CNC plus expérimentés.</p> <p>Innovations des CNC plus récents.</p>	Chair: Kenya, Principal Secretary Dr Esther Muoria Présentations et intervenants: <ul style="list-style-type: none"> - Angola, Mme Edgarda Neto - INQ - Cabo Verde, M. Amílcar Mendes – UC-SNQ - Kenya, Dr Alice Kande - KNQA - Lesotho, Dr Molise Nhlapo - CHE - Afrique du Sud, Mr Japie Nel - SAQA - Zambie, Mr Fidelis Cheelo - ZAQA
13.00-14.00	Déjeuner	Espace de conférence Hotel Memling
14.00-17.00 Thème 2 14.00-14.45 Thème 3 14.45-17.00	<ul style="list-style-type: none"> ACQF-II : Aperçu des domaines politiques, activités et outils de mise en œuvre. Apprentissage tout au long de la vie – Expériences africaines <p>a) Validation des acquis de l'expérience (VAE)</p> <p>b) Systèmes d'accumulation et de transfert de crédits (SATC)</p> <p>c) Micro-certifications.</p>	Chairs: Sierra Leone (Abdul Rahman Sesay and Guinea-Bissau (Paulo Costa) 2. Présentation. ACQF-II coordinatrice 3. Présentations a) VAE: Kenya, Cabo Verde, Mauritius b) SATC: Kenya, Zambia. c) Micro-certifications: Mauritius

19 juin		
09.30-13.00		Chairs: Ghana (Maxwell Kissi) and Sénégal (Abdou Lahate Cissé)
Thème 4 09.30-11.15	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance de l'ACQF : Réseau africain des qualifications. Objectifs, organisation, membres, feuille de route. Dialogue, consensus. 	4.ACQF-II coordinatrice. Présentation, travail en groupe sur 4 questions et restitution des groupes de travail.
Thème 5 11.30-13.00	<ul style="list-style-type: none"> • Comparaison et coopération entre l'ACQF et d'autres cadres régionaux de certifications et d'autres réseaux pertinents. • 	5.ACQF, CCMEFP de l'UEMOA, ECCAS, EAC, SADC
13.00-14.00	Déjeuner	Espace de conférence Hotel Memling
14.00-17.00		Chairs: Zimbabwe (Wisdom Simon Mtisi) et All Africa Students Union (AASU) (Peter Kwasi Kodjie)
Thème 6 14.00-16.00	<ul style="list-style-type: none"> • Plateforme de certifications ACQF (QCP) : Formation sur les concepts et outils de QCP. 	6. Présentations et cas pratiques. ACQF-II: Équipe technique QCP.
Thème 7 16.00-17.00	<ul style="list-style-type: none"> • Transparence et numérisation des CNC et de l'ACQF. Bases de données et plateformes de qualifications : exemples d'Afrique. 	7. Brèves présentations et panel: Botswana, Afrique du Sud, Tunisie (online).

20 juin		
09.30-12.00		Chairs: Cameroun (Prof. R. Wamba) and South Sudan (Prof. Job Akuei)
Thème 8 09.30-10.45	8. Transformation numérique et verte. Rôle des CNC.	<ul style="list-style-type: none"> • Panel: RD Congo, AASU, Cameroun, Zimbabwe, Sierra Leone, Sénégal.
Thème 9 11.00-12.30	9. Référencement CNC-ACQF – activité clé de l'ACQF. Qualité, comparabilité, reconnaissance et portabilité des certifications.	<ul style="list-style-type: none"> • ACQF-II coordination
12.30-13.30 Séance finale: Conclusions et clôture	<ul style="list-style-type: none"> • European Digital Credentials for Learning (EDCL). Par: Céline Jambon. Commission Européenne. • Conclusions et recommandations sommaires • Débat final et évaluation 	Présentation des conclusions finales : ACQF-II coordinatrice
13.30-14.00	Déjeuner	Espace de conférence Hôtel Memling

Contact: Eduarda Castel-Branco, ecb@etf.europa.eu